

Les subsides

M. McKinnon: . . . dit que le Canada devrait presser tous les pays à s'engager à ne jamais prendre l'initiative d'une attaque nucléaire. Par conséquent, je ne vois pas très bien comment cela pourrait s'appliquer.

Sauf erreur, à l'heure actuelle, les forces conventionnelles des pays membres du Pacte de Varsovie sont trois fois plus nombreuses que celles des pays membres de l'OTAN. Ce qui veut dire que si la guerre éclatait, l'OTAN aurait le choix entre se rendre ou voir dévaster les territoires de ses membres et anéantir leurs populations. Pour éviter cette alternative peu réjouissante, les alliés occidentaux devraient consacrer une bien plus forte proportion de leur argent et de leurs ressources à des moyens de défense conventionnels. Quand on considère l'écart qui existe entre les forces, on constate que les alliés occidentaux devraient en quelque sorte tripler leur budget de défense militaire pour se doter de forces aussi considérables que celles de la Russie et pour les maintenir en état de combattre.

Je sais que le NPD tient à ce que nous nous retirions de l'OTAN et du NORAD et qu'il signale souvent qu'à l'instar de la Suisse, la Suède, qui n'en fait pas partie, s'en porte très bien. J'aimerais tout simplement faire remarquer que le Canada consacre 1.7 p. 100 de son produit national brut à la défense, alors qu'en Suisse, la défense représente 20.2 p. 100 de toutes les dépenses gouvernementales. Je crois que le budget de défense de la Suède s'élève à 3.2 p. 100 du PNB.

Je ne vois donc pas d'autre issue que de continuer à surveiller ce qui se passe dans le monde en vue de convaincre les adversaires de l'OTAN qu'un débat sérieux se poursuit sur les moyens à prendre pour atteindre cette utopie dans laquelle la réduction des armes serait vérifiable. Mais il faut qu'elle soit vraiment vérifiable. Le nœud du problème aujourd'hui, c'est que la Russie refuse toute inspection sur les lieux ou tout autre système de vérification qui soit acceptable au monde occidental.

Je remercie Votre Honneur très sincèrement d'avoir prolongé mon temps de parler.

Mme Ursula Appolloni (York-Sud-Weston): Je me réjouis, monsieur l'Orateur, de pouvoir intervenir dans le débat qui est très important, étant donné la situation actuelle. Nous ne sommes pas certains qu'une guerre n'éclatera pas demain matin dans les îles Falkland, ni qu'elle ne se propagera pas. Tel est le climat dans lequel nous discutons aujourd'hui de désarmement.

Nous en discutons aussi à un moment où la Pologne est encore occupée. Elle vit encore sous le régime de la loi martiale. Nous croyons que M. Walesa est encore vivant, mais il n'est certainement pas en liberté. Nous en discutons aussi à un moment où l'Afghanistan est occupé et totalement privé de liberté. Telle est la situation aujourd'hui.

Je sais cependant gré au député d'Oshawa (M. Broadbent) d'avoir lancé le débat. Comme d'autres l'ont déjà fait observer je lui suis reconnaissant dans son intervention qui ne peut avoir trop fait appel à l'émotion. Je lui suis particulièrement obligé d'avoir en réponse à ma question, fait remarquer qu'il ne s'agissait pas d'accuser personne, de séparer les bons des

méchants, de dire qu'un tel est moral et qu'un autre ne l'est pas.

Je crois me faire le porte-parole de tous les députés en disant qu'il existe de profondes divergences d'opinions sur le problème à l'étude aujourd'hui. Par contre, en toute franchise, on ne peut pas accuser les députés qui ne sont pas du même avis de manquer de sincérité à mon avis. Il importe de le préciser.

Le débat sur le désarmement a malheureusement été assombri par des tactiques extrêmement répréhensibles. Ainsi, je voudrais lire un article paru dans le *Free Press* de London du 30 mars 1982, à l'occasion du récent voyage de notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) à Vancouver. D'après cet article, le ministre a eu de la chance de pouvoir échapper à une meute d'adversaires du nucléaire en train de manifester à Vancouver et d'en sortir pratiquement indemne. Ce que je veux dire, c'est qu'il faut éviter d'avoir recours à des tactiques condamnables quand on prône le désarmement au nom de «l'amour fraternel»; il faut être logique avec soi-même. Une telle attitude va à l'encontre de la bonne marche de ce débat, c'est le moins que l'on puisse dire. C'est malheureusement déjà arrivé. Non seulement on nous annonce cela dans l'article en question, mais on affirme, par ailleurs, que le ministre a été malmené et que l'on a craché sur lui. C'était ignoble. Il y a pire: cet incident s'était produit à l'occasion d'un rassemblement important organisé par la section de Vancouver de l'Association canadienne pour les Nations Unies et par la Coalition de la Colombie-Britannique pour le désarmement. Le désarmement consiste-t-il à enrayer la prolifération de l'armement dirigé contre les Russes et à frapper nos ministres? Ce n'est pas ainsi que je l'envisage.

Je voulais parler de la nécessité de procéder au désarmement. Je ne crois pas que l'on puisse y songer sans parler de la nécessité d'assurer une certaine sécurité. Je l'ai dit tout à l'heure à la Chambre, je faisais partie du comité et j'ai trouvé l'expérience très intéressante. Je suis heureuse que l'on ait accepté de parler de sécurité avant d'aborder la question du désarmement. Quelle surprise d'entendre les Canadiens parler de sécurité ou de désarmement! C'est l'ironie du sort; nous n'avons en effet jamais dû nous soucier de notre sécurité en raison de nos antécédents historiques et de notre situation géographique. Le Canada n'a plus été victime d'une invasion depuis celle de 1814, et encore, nous avons remporté la victoire, grâce à Dieu. Contrairement à d'autres pays qui ont été agressés tous les dix ans, grâce à Dieu, nous n'avons jamais été menacés.

M. Manly: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur adjoint: Le député de Cowichan-Malahat-Les Îles (M. Manly) invoque le Règlement.

M. Manly: Puis-je poser une question à la représentante?

M. l'Orateur adjoint: Madame le député de York-Sud-Western accepte-t-elle qu'on lui pose une question?

Mme Appolloni: J'ai eu la gentillesse d'attendre que son chef ait terminé avant de l'interrompre. J'espère que le député fera preuve de la même courtoisie à mon égard.